

Créations d'entreprises

Données

Ces données sont corrigées des variations saisonnières pour les ensembles Paca et France métropolitaine, et brutes lorsqu'elles sont détaillées par département et par secteur d'activité

Source

Insee, SIDE (Système d'information sur la démographie d'entreprises)

Définitions

Une création d'entreprise correspond à la **mise en œuvre d'une nouvelle combinaison de facteurs de production** avec pour restriction qu'aucune autre entreprise ne soit impliquée dans cet évènement.

Les créations d'entreprises sont en fait des créations d'unités légales. On parle néanmoins de créations d'entreprises en raison de la spécificité de la situation au moment de la création. En effet, au moment de son immatriculation, il n'est pas possible de déterminer si une unité légale est indépendante ou appartient à un groupe. Par défaut, au moment de la création, toute entité est donc indépendante et considérée comme une entreprise.

L'unité légale est une entité juridique de droit public ou privé. Elle peut être :

- une personne morale, dont l'existence est reconnue par la loi indépendamment des personnes ou des institutions qui la possèdent ou qui en sont membres ;
- une personne physique, qui, en tant qu'indépendant, peut exercer une activité économique.

La statistique mensuelle des créations d'entreprises est constituée à partir du **dispositif SIDE (Système d'information sur la démographie d'entreprises)** qui remplace progressivement depuis 2022 l'ancien dispositif REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements). Ce dispositif est alimenté à partir de données du répertoire Sirene, enrichies d'éléments provenant du répertoire statistique Sirus.

Les créations d'entreprises correspondent aux unités légales du répertoire Sirene qui enregistrent un début d'activité relevant de l'un des cas suivants :

- l'immatriculation d'une nouvelle unité légale avec création d'une nouvelle combinaison de facteurs de production ;
- le cas où l'entrepreneur redémarre une activité après une interruption de plus d'un an (il n'y a pas de nouvelle immatriculation mais reprise de l'ancien numéro Siren, en général pour un entrepreneur individuel) ;
- le cas où l'entrepreneur redémarre une activité après une interruption de moins d'un an, mais avec changement d'activité ;
- la reprise par une unité légale nouvellement immatriculée de tout ou partie des activités et facteurs de production d'une autre unité légale, lorsqu'il n'y a pas de continuité économique entre la situation du cédant et celle du repreneur.

On considère qu'il n'y a pas continuité économique de l'unité légale si, parmi les trois éléments suivants concernant son siège, au moins deux sont modifiés lors de la reprise : l'unité légale contrôlant l'établissement siège, l'activité économique et la localisation.

Depuis les données relatives à janvier 2009, à la suite de la mise en place du régime de l'auto-entrepreneur (renommé micro-entrepreneur, à compter du 19 décembre 2014), les statistiques de créations d'entreprises incluent les demandes de créations enregistrées dans Sirene au titre de ce régime. Ce dénombrement n'inclut pas les entrepreneurs déjà en activité avant le 1^{er} janvier 2009 et qui avaient demandé, à titre dérogatoire au plus tard le 31 mars 2009, à bénéficier du régime micro-social et du versement fiscal libératoire en 2009.

Un micro-entrepreneur bénéficie du régime de même nom (appelé auto-entrepreneur jusque 2014), qui offre des formalités de création d'entreprise allégées et un mode de calcul et de paiement simplifié des cotisations sociales et de l'impôt sur le revenu.

La statistique de créations d'entreprises couvre l'**ensemble des activités marchandes hors agriculture**. Sont ainsi exclus les secteurs d'activité de l'agriculture, la sylviculture et la pêche (divisions " 01 " à " 03 " de la nomenclature NAF rév.2, 2008), ainsi que les unités dont le fonctionnement n'est pas majoritairement financé par une activité marchande (administrations, collectivités territoriales, organismes sociaux, associations non marchandes...).

CREATIONS D'ENTREPRISES

Mise à jour : 28 janvier 2026

Créations d'entreprises selon le statut

	Nombre de créations d'entreprises			Variation (en %)	
	2025-T4	2025-T3	2024-T4	trimestrielle	annuelle
Provence-Alpes-Côte d'Azur					
Hors micro-entrepreneurs	9 588	9 671	9 052	-0,9	+5,9
Y compris micro-entrepreneurs	29 344	29 803	26 739	-1,5	+9,7
France métropolitaine					
Hors micro-entrepreneurs	99 508	99 328	94 493	+0,2	+5,3
Y compris micro-entrepreneurs	289 987	293 185	268 575	-1,1	+8,0

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture

Note : données corrigées des variations saisonnières

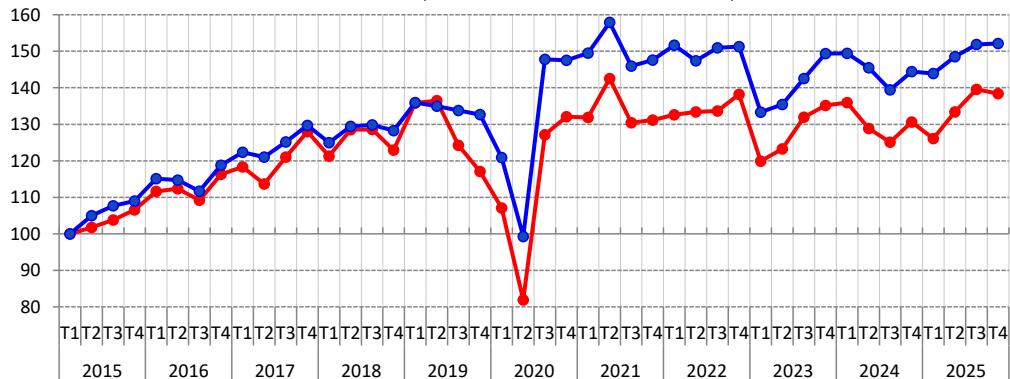
Source : Insee, SIDE (Système d'information sur la démographie d'entreprises)

Avertissement : À partir de janvier 2022, les séries de créations d'entreprises sont calculées selon un dispositif rénové. Un recalculation des séries a été effectué avec ce nouveau dispositif à partir de 2012. Depuis le 1er janvier 2023, les formalités de création d'entreprises doivent obligatoirement s'effectuer sur le guichet électronique des formalités d'entreprises. Ce changement important fragilise temporairement le suivi mensuel des créations d'entreprises. Les évolutions des créations d'entreprises enregistrées sur les premiers mois de l'année 2023 doivent donc être interprétées avec une grande prudence.

Evolution trimestrielle du nombre de créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs

(en indice base 100 au 1er trimestre 2015, données CVS)

Provence-Alpes-Côte d'Azur France métropolitaine



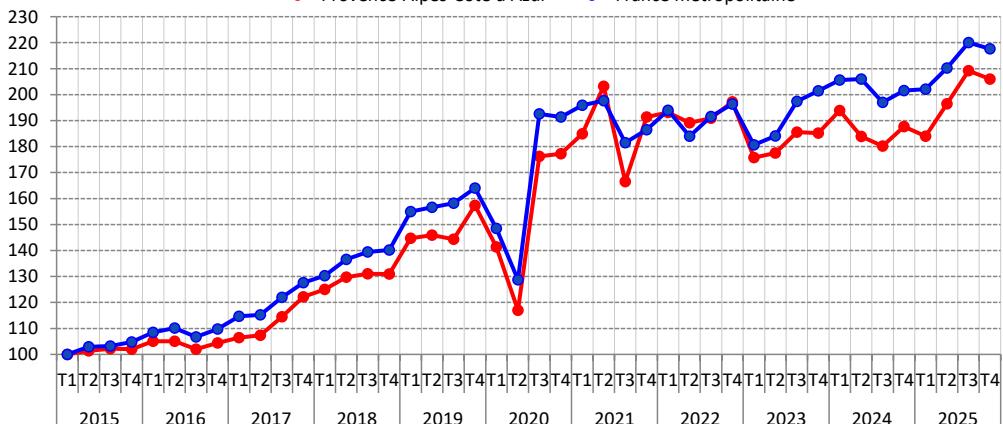
Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture

Source : Insee, SIDE (Système d'information sur la démographie d'entreprises)

Evolution trimestrielle du nombre total de créations d'entreprises

(en indice base 100 au 1er trimestre 2015, données CVS)

Provence-Alpes-Côte d'Azur France métropolitaine



Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture

Source : Insee, SIDE (Système d'information sur la démographie d'entreprises)